

\*La Scam rassemble des auteurs et des autrices qui œuvrent à la création documentaire audiovisuelle ou sonore, aux reportages et grands reportages, à la traduction, la vidéo, la photographie, le dessin et l'écrit sous toutes ses formes. Elle les représente auprès des pouvoirs publics, des diffuseurs, des plateformes vidéo, des producteurs et des éditeurs. Elle négocie, collecte et répartit leurs droits d'auteur, défend leurs intérêts et mène une action culturelle et sociale. La Scam est au 5 avenue Vélasquez, 75008 Paris. Téléphone 01 56 69 58 58 [www.lascam.fr](http://www.lascam.fr)

# LaScam\*

**Madame Christelle MORANÇAIS**

*Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire*

Hôtel de Région - 1, rue de la Loire

44966 Nantes Cedex 9

Paris, le 12 décembre 2024

Madame la Présidente,

Nous découvrons avec un rien d'effroi le plan d'économie que vous préconisez et qui cible la culture dans votre Région. 73% de baisse de subventions, le chiffre parle de lui-même.

Je vous écris en tant que Président de la Société civile des auteurs multimédia (Scam). Comme la Sacem pour la musique, la Scam rassemble 57 000 auteurs et autrices qui travaillent sur le réel, documentaristes, journalistes, professionnel-les de radio, illustrateur-rices de presse, écrivain-es à qui elle assure la collecte et le reversement de leurs droits d'auteurs (autour de 120 millions d'euros par an), et dont elle représente les intérêts matériels et moraux. C'est dire si nous avons conscience de la dimension économique de la culture et de ce qu'elle génère en termes de richesse et de PIB. La spécificité économique du secteur culturel est un principe reconnu à l'échelon international par la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles qui a été signée par la France. La création audiovisuelle est un secteur d'audace créative et d'innovation permanentes. Plus important encore, la plupart des emplois générés ne sont pas délocalisables, contrairement à ceux des industries et des services.

La détérioration drastique de la politique de subventionnement des projets audiovisuels priverait votre territoire de retombées importantes compte tenu de son très fort effet multiplicateur sur l'économie locale. Une récente étude commanditée par la Région Ile-de-France révèle qu'un euro de subvention au secteur du cinéma et de l'audiovisuel génère 16 euros de revenus pour la Région. Cette disparition devrait aussi faire des Pays de la Loire, qui y investissaient pourtant l'an dernier 3,37 millions d'euros, un trou noir de la création audiovisuelle, loin derrière des zones bien moins peuplées.

Dit autrement, ce virage est un renoncement à la participation de la région au patrimoine local et national et s'inscrit à rebours du discours mettant en avant une région dynamique, innovante, en soutien aux acteurs de son économie locale.

Il est encore temps d'éviter une erreur majeure et d'amender le plan d'économies que vous souhaitez proposer au Conseil régional le 19 décembre prochain. Et d'agir dans l'intérêt de votre région et de vos administré-es.

Je reste bien entendu disponible pour un échange et vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'expression de mes salutations distinguées.



Rémi LAINÉ

Président de la Scam